





COMMISSION LOCALE DE SECURITE

(C.L.S)

Diffusion : Chefs d'Installations, Ingénieurs et Animateurs de Sécurité d'Installation

	NOM	FONCTION	VISA
REDIGÉ PAR :	P. CHOLAT-NAMY	Adjoint à l'Ingénieur de Sécurité d'Etablissement	
VÉRIFIÉ PAR :	C. MORESCO	Ingénieur de Sécurité d'Etablissement	
APPROUVE PAR :	P. BOURGUIGNON	Directeur du CEA Grenoble	

	CIRCULAIRE SECURITE N° 10	IND J	2/12
		Date d'application Décembre 2018	

SOMMAIRE

1 - OBJET et PERIMETRES

2 - DOCUMENTS APPLICABLES et DOCUMENTS DE REFERENCE

3 - DOCUMENT ASSOCIE

4 - DEFINITIONS et CHAMP d'APPLICATION

5 - COMPOSITION DE LA CLS

6 - MODE DE FONCTIONNEMENT

7 - PROCEDURE

7.1 - SAISIE DE LA CLS

7.1.1 - Cas général

7.1.2 - Cas des CLS déclenchées par la Direction

7.2 - DOCUMENTS A TRANSMETTRE A LA CLS

7.2.1 - Les différents cas de CLS, et documents associés

7.2.2 - Transmission des dossiers de CLS

7.2.3 - Mise à jour des dossiers de sécurité

7.3 - CONCLUSIONS DE LA CLS

8 - CONTROLES

8.1 - CONTROLE DE 1er NIVEAU

8.2 - CONTROLE DE 2ème NIVEAU

9 - PATHOLOGIES PROFESSIONNELLES

10 - BILAN de FONCTIONNEMENT de la CLS

11 - STOCKAGE et ARCHIVAGE

12 - GLOSSAIRE

13 - HISTORIQUE DES VERSIONS

<div><div>DE LA RECHERCHE À L'INDUSTRIE</div><div>cea</div><div>GRENOBLE</div></div>	CIRCULAIRE SECURITE N° 10	IND J	3/12
		Date d'application Décembre 2018	

1 – **OBJET et PERIMETRES d'APPLICATION**

La présente circulaire a pour objet de définir le rôle et l'organisation de la Commission Locale de Sécurité du CEA Grenoble, et de définir ses périmètres d'application..

Périmètres d'application:

- L'ensemble des sites pour lesquels le Directeur du CEA Grenoble exerce la responsabilité de Chef d'Etablissement.
- Les sites ou activités extérieurs aux sites CEA. La CLS exerce également ses responsabilités pour des projets mis en œuvre hors du CEA Grenoble, et hors d'un site CEA, (notamment chez des clients ou partenaires), pour lesquels des salariés, équipements, ou activités sous la responsabilité du directeur du CEA Grenoble sont impliqués. Dans ce cas, la CLS ne se substitue pas aux responsabilités des chefs d'établissements ou des sites extérieurs.

2 - **DOCUMENTS APPLICABLES, DOCUMENTS DE REFERENCE**

Notes d'Instructions Générales, Circulaires et Guides :

- NIG 613 : Organisation de la sécurité au CEA
- NIG 454 : Missions et organisation du centre CEA de Grenoble
- NIG 465 : Missions et attributions des Directeurs de centre
- Circulaire MR05 : Missions du Chef d'Installation
- Circulaire MR07 : Missions de l'Ingénieur et de l'Animateur de Sécurité d'Installation
- Circulaire MR03 : Finalisation d'un chantier sous décret n°94-1159
- Circulaire MR13 : Organisation de la gestion environnementale
- Guide "CLS et CLSR" MR/DPSN/SSCV/SEC/RET/4.2/0156 : fonctionnement des CLS plénières et restreintes

Circulaires sécurité du CEA Grenoble, notamment :


- Circulaire sécurité du CEA/GRE n° 29 : Application au CEA/GRE de la réglementation relative aux ICPE
- Circulaire sécurité du CEA/GRE n° 44 : Commission Locale de Visites de Sécurité
- Circulaire sécurité du CEA/GRE n° 51 : Modalités de passation des marchés entraînant des prestations sur site
- Circulaire sécurité du CEA/GRE n° 56 : Mise en application de l'Evaluation des Risques au poste de Travail / EvRP au CEA Grenoble.
- Circulaire sécurité du CEA/GRE n° 61 : Sécurité dans les opérations de bâtiment et Génie Civil
- Circulaire sécurité du CEA/GRE n° 62 : Gestion de la sécurité sur un site extérieur au CEA Grenoble.
- Plan-Type d'un dossier de sécurité, Intranet CEA Grenoble/Santé-Sécurité/Boîte à Outils.

3 - **DOCUMENT ASSOCIE**

- Formulaire EQ/CS10-1 : envoi d'un dossier de sécurité / EvRP à l'ISE (avec ou sans sollicitation de la CLS)

4 – **DEFINITIONS et CHAMP D'APPLICATION**

Conformément aux dispositions de la NIG 465, le Directeur du Centre doit donner son autorisation préalable pour toute opération nouvelle susceptible d'avoir des incidences notables sur la sécurité des personnes et des biens, et sur l'environnement (naturel et humain).

	CIRCULAIRE SECURITE N° 10	IND J	4/12
		Date d'application Décembre 2018	

Pour ce faire, il dispose des services de sécurité et de soutien du CEA Grenoble, notamment les SMR et SIE, et il s'appuie sur l'avis d'une Commission Locale de Sécurité (CLS).

Il faut noter que les questions de sécurité qui se posent en permanence dans une installation ne doivent pas systématiquement remonter au niveau de la CLS.


Il appartient au CI, sous sa propre responsabilité, de traiter les cas jugés mineurs ou habituels, les modifications non "notables" dans une installation, ou ne modifiant pas de façon sensible une situation ayant fait l'objet d'un examen antérieur de la part de la CLS.

Dans ces cas, les processus d'autorisation interne des chefs d'installation doivent être appliqués, par exemple, l'autorisation de mise en service d'un équipement de travail.

La Cellule de l'ISE apporte son soutien dans le choix de saisir ou non la CLS.

La CLS étudie les dossiers de sécurité relatifs notamment (liste non exhaustive) :

- à la création, la fermeture, le démantèlement ou la modification de bâtiments, de locaux, de dispositifs expérimentaux ou d'installations techniques,
- à des acquisitions ou cessions significatives de terrains, de bâtiments, d'installations ou équipements,
- à des modifications significatives des sites du CEA Grenoble, pouvant présenter un impact significatif sur la sécurité des personnes (conditions de circulation, accès, ...),
- au développement de nouveaux procédés, présentant un risque significatif, comportant, par exemple, la mise en œuvre :
 - ⇒ de produits chimiques ou matériaux nouveaux,
 - ⇒ de nano-objets fabriqués de façon intentionnelle,
 - ⇒ de sources de rayonnements ionisants,
 - ⇒ d'agents biologiques pathogènes (virus, bactéries, etc.),
 - ⇒ de produits ou matériaux comportant des agents cancérogènes, mutagènes ou toxiques pour la reproduction (cf. circulaire sécurité CEA/GRE n° 37),
 - ⇒ d'équipements de travail nouveaux, de par leur conception ou leurs risques, leur capacité, ou leur nombre.
- aux marchés de sous-traitance, en fonction de l'enjeu, sur proposition du Directeur qui est appelé à en valider les cahiers des charges pour l'aspect sécurité/sûreté (cf. circulaire sécurité du CEA/GRE n° 51),
- à des prestations effectuées, dans le cadre de projets, à l'extérieur des sites du CEA Grenoble, et présentant des risques significatifs,
- aux nouvelles Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE) (cf. Circulaire sécurité CEA/GRE n° 29), et aux nouvelles installations devant disposer d'une autorisation de l'ASN,
- à toutes manipulations ou opérations exceptionnelles présentant des risques particuliers, par exemple, dans les cas où les Autorités (notamment DREAL, ASN, Inspection du Travail) doivent être saisies,
- pour tout point significatif en terme de sécurité qui dérogerait aux règles en vigueur au CEA Grenoble,
- aux projets de Chantiers Bâtiments et Génie Civil « BCG », dit « chantiers clos », avant envoi des documents de consultation des entreprises,
- aux chantiers ou travaux de grande envergure, ou présentant des risques spécifiques ou inhabituels, faisant notamment appel à des entreprises extérieures,
- à des événements exceptionnels pouvant impliquer le public, sur site ou hors site. (journées portes ouvertes etc.),
- au redémarrage, ou reprise d'activité, d'installations après un arrêt prolongé, ou après accident ou incident significatif,
- à des modifications significatives des conditions de rejets atmosphériques ou liquides, dans le milieu naturel ou dans des réseaux extérieurs au site,
- à la définition des moyens à mettre en œuvre suite à la survenue d'une crise sur le centre (incendie important, accidents majeurs ...).

<div><div>DE LA RECHERCHE À L'INDUSTRIE</div><div></div><div>GRENOBLE</div></div>	CIRCULAIRE SECURITE N° 10	IND J	5/12
		Date d'application Décembre 2018	

La CLS est également amenée à étudier des projets en amont de leur conception et réalisation, et dans le cas de travaux, avant la consultation des entreprises, afin d'en approuver les grandes lignes, les principes, et d'apprécier l'organisation prévue.

Il s'agit alors de CLS d'« options de sécurité ».

5 - COMPOSITION DE LA CLS

La CLS est composée :


↳ de membres permanents :

- Le Directeur du CEA Grenoble, qui assure la présidence de la CLS.
- Le Directeur Adjoint du Centre, auquel le Directeur de Centre peut déléguer la Présidence de réunions de la CLS.
- L'Ingénieur de Sécurité d'Etablissement (ISE) ou son représentant, assurant le secrétariat et la coordination des réunions de CLS.
- Le Chef du Service de Santé au Travail (SST) ou son représentant.
- Le Chef de la Formation Locale de Sécurité (FLS) ou son représentant.

↳ de membres non permanents, invités aux réunions plénières ou restreintes :

La proposition du choix des membres non permanents invités est faite par l'ISE, qui assure le secrétariat de la CLS, en fonction de l'objet de la CLS.

- L'Adjoint au Directeur, en charge de la Sécurité, de l'Environnement et du Contrôle.
- Le Chef des Services Maîtrise des Risques (SMR).
- Le Chef des Services d'Ingénierie et d'Exploitation (SIE).
- Le Chef d'Installation concerné ou son représentant.
- L'Ingénieur de Sécurité d'Installation et l'Animateur de sécurité concerné.
- Le Préventeur Incendie du CEA Grenoble.
- Le Chef du projet étudié, le Représentant du Maître d'Ouvrage (RMOA), le coordinateur SPS, le Directeur d'Execution des Travaux, le Maître d'œuvre – Architecte, pour les « chantiers » clos ».
- Les experts éventuels en tant que de besoin, si nécessaire extérieurs au Centre, notamment :
 - ⇒ Dans le cas de rayonnements ionisants : le Chef du Groupe Compétent en Radioprotection GCR, ou son représentant.
 - ⇒ Dans le cas d'impact possible sur l'environnement, en fonction de l'importance des enjeux : le Chargé de Mission Environnement.
 - ⇒ Dans le cas du risque lié à l'emploi de nanomatériaux : le référent sécurité risques « nanos » (CISE), et le Médecin du Travail spécialisé dans les nanomatériaux (SST).
 - ⇒ Dans le cas de dossier impliquant des interactions fortes entre les unités de support du centre et l'unité opérationnelle concernée : l'Ingénieur Qualité de la Direction du Centre.
 - ⇒ Dans le cas de questions concernant l'emploi d'animaux : un Responsable des Animaleries du CEA Grenoble.
 - ⇒ Dans le cas des marchés de sous-traitance, des mises en services de bâtiments, ou d'interactions avec des sociétés tiers installées dans les locaux, ou de projets extérieurs au centre: le Chef du Service Juridique.
 - ⇒ L'Interlocuteur Global de Gestion des sources de rayonnements ionisants (IGG).
 - ⇒ Tout autre expert compétent dans le domaine étudié (ingénieur qualité, expert pyrotechnique, expert laser, référent amiante, ...).

	CIRCULAIRE SECURITE N° 10	IND J	6/12
		Date d'application Décembre 2018	

6 - MODE DE FONCTIONNEMENT

Il dépend de la nature des risques et de leur niveau.

La CLS doit offrir un cadre souple destiné à favoriser une très large collaboration. Elle exerce ses attributions au travers des actions de l'ISE, qui doit être saisi de tous les nouveaux projets et de toute évolution dans les activités et des risques.

Elle exerce ses attributions soit :

1. En réunion plénière regroupant les membres permanents, et les membres non permanents invités. Dans ce cas la CLS est conduite par son Président.
2. En réunion restreinte regroupant autour du ou des responsables de projets, l'ISE, la FLS, le SST, les membres non permanents invités. La conduite de la réunion de la CLS est alors assurée par l'ISE.

Il est à noter, que sur le site de Grenoble, il n'existe pas de Commission de Sureté au sens de la NIG 424. En matière de radioprotection, la compétence est exercée par le Groupe Compétent en Radioprotection GCR, membre de la CLS.

Dans les cas où l'installation ou le projet sont en place, (notamment CLS de mise en service, ou de mise à l'arrêt), la réunion de la CLS comporte une visite des installations.

7 - PROCEDURE

7.1 - SAISIE DE LA CLS

7.1.1 - *Cas général*

Il appartient au Chef d'Installation, ou au Représentant du Maître d'Ouvrage, ou aux Chefs de Projet le cas échéant, d'analyser les risques présentés par le projet, l'installation, ou le chantier, afin de proposer, ou pas, une sollicitation de la CLS. Il s'appuie sur les critères énoncés dans le paragraphe ci-dessus « champ d'application ».

La CISE est sollicitée pour avis si nécessaire.

Le Chef d'installation, ou le RMOA, ou le cas échéant le Chef de Projet, transmet au Président de la CLS une demande de réunion de la CLS, accompagnée des documents nécessaires à l'étude du dossier.

Il appartient alors au Président de la CLS de décider, sur proposition de l'ISE, quelle procédure (plénière ou restreinte) sera choisie. Une convocation est alors envoyée, par le Président de la CLS, au Chef d'installation, au chef de Projet, RMOA, et aux membres de la CLS, permanents, et invités.

7.1.2 - *Cas des CLS déclenchées par la Direction*

Le déclenchement peut être provoqué à la propre initiative du Président de la CLS, notamment sur proposition de l'ISE.

De la même façon, la CLS peut être réactivée par le Président ou l'ISE, suite à un écart important vis à vis de la sûreté, sécurité ou à une situation incidentelle.

<div><div>DE LA RECHERCHE À L'INDUSTRIE</div><div><div>cea</div></div><div>GRENOBLE</div></div>	CIRCULAIRE SECURITE N° 10	IND J	7/12
		Date d'application Décembre 2018	

7.2 - DOCUMENTS A TRANSMETTRE AVANT LA REUNION DE LA CLS

7.2.1 – Les différents cas de CLS, et documents associés

Cas n° 1 : Mise en service – ou à l'arrêt – d'une installation ou expérimentation, permanente ou provisoire, avec dossier de sécurité.

Toute saisie de la CLS pour une mise en service, une modification, une mise à l'arrêt, d'une installation ou d'une expérimentation, doit s'accompagner d'un dossier de sécurité / EvRP, ou de sa mise à jour, communiqué par le chef d'installation au secrétariat de la CLS. (conformément à la circulaire n°56, Mise en application de l'EvRP au CEA Grenoble).

Ce dossier est établi par le Chef d'Installation en liaison avec des unités du centre (ISE, FLS, SST, GCR, SIE ...) qui sont si besoin consultées.

Cas n° 2 : Projet ou activités diverses, qui ne font pas l'objet d'un « dossier de sécurité » / EvRP

Pour ces CLS, le demandeur, ou chef de projet, présentera, sous la forme qui conviendra le mieux à la situation, et au besoin à l'aide de plusieurs documents, les éléments nécessaires à l'examen par la CLS.

Il pourra s'agir, par exemple, de (liste non limitative) :


- vente ou cession, ou acquisition de terrains ou bâtiments,
- modifications de rejets avec impact sur l'environnement,
- modifications générales d'organisation de la sécurité sur un site (conditions d'accès, de circulation, etc...),
- examen de marché de sous-traitance,
- événements exceptionnels,
- évaluation de "REX" suite à crise,
- certaines activités extérieures au site (chez des clients, partenaires, etc...).

Cas n° 3 : Projet de chantier de Bâtiment et Genie Civil, dit chantier « clos ».

La CLS se réunit, émet son avis, et le Président de la CLS donne son autorisation, assortie de prescriptions éventuelles, avant l'envoi des documents de consultation des entreprises.

Le chef de projet, ou le RMOA, communique au secrétariat de la CLS un document précisant obligatoirement:

- La définition du projet et des ouvrages à construire (ou à détruire).
- L'implantation du projet, avec les installations voisines, et limites de propriété si nécessaire.
- Les installations impactées ou en interférence possible, les réseaux de fluides, aériens ou enterrés, le cas échéant les autres chantiers avec lesquels des interférences sont identifiées.
- L'implantation de la base vie, les voies d'accès et circulations internes au chantier, et sur le site.
- Les alimentations, et rejets du chantier en fluides, cheminements, points de connexion.
- L'organisation du chantier dans ses différentes phases.
- Un ou des plans montrant clairement les éléments ci-dessus, le cas échéant les différentes phases.
- Le planning du chantier, ainsi que les responsabilités associées à chaque phase.
- L'organigramme de l'organisation sécurité et projet prévue, avec les responsabilités (noms du RMOA et de son suppléant, du Coordinateur SPS et de son suppléant, du Pilote stratégique du projet, du Directeur d'Exécution des Travaux, etc...). L'autorisation liée à la CLS vaut validation par la direction de cet organigramme, notamment la nomination du RMOA et de son suppléant.

	CIRCULAIRE SECURITE N° 10	IND J	8/12
		Date d'application Décembre 2018	

- La surveillance du chantier, ses clôtures.
- Les modalités d'intervention de la FLS sur le chantier

Cas n° 4 : Mise en service d'un bâtiment en fin de chantier « clos ».

La responsabilité du chantier et du bâtiment est exercée par le représentant du maître d'ouvrage jusqu'à la réception du bâtiment.

La tenue de la CLS et l'autorisation de mise en service par le Directeur marquent la fin de la responsabilité sécurité du RMOA, avec la prise en charge du bâtiment :

- Soit par le ou les chefs d'installations.
- Soit par un Chef de Projet Délégué à la Sécurité CDPS.

Cette prise en charge peut être progressive en terme de surfaces. Elle s'effectue conformément aux dispositions prévues par la circulaire MR n°3 Finalisation d'un chantier sous décret n°94-1159.

L'équipe RMOA / CI ou CDPS, communique au secrétariat la CLS un document présentant notamment :

- La description du bâtiment, avec les plans nécessaires, intégrant le bâtiment dans son environnement.
- L'état du bâtiment le jour de la CLS.
- Les différentes responsabilités au jour de la CLS.
- Les activités qui y seront pratiquées.
- La ou les réglementations applicables, et autorisations administratives obtenues, ou, le cas échéant, à obtenir, avant mise en service.
- Les principes constructifs de sécurité mis en place.
- Les principes de fonctionnement des infrastructures (alimentation en eau et rejets, alimentation électrique, autres fluides, ventilation et extraction d'air, protection et détection incendie et gaz, compartimentage incendie, systèmes d'extinction, dispositions relatives aux évacuations, ...).
- La matrice de sécurité, avec les résultats des essais de sécurité et essais pratiqués à la réception du bâtiment, sur les éléments de sécurité active ou passive, incluant les reports d'alarmes.
- Les non-conformités ou remarques liées à la sécurité, relevées lors des opérations de réception.
- Les principes des consignes d'intervention de la FLS.
- Les dispositions prévues pour le transfert de l'organisation dite « chantier clos – décret de 94 », en chantier « plan de prévention – décret de 92 », transfert qui peut être organisé de façon progressive et planifiée.
- Le planning d'organisation du Plan de Prévention.
- L'organisation de sécurité prévue (périmètres de sécurité, CI).


Lors de la CLS, les Chefs d'Installation, ou futurs chefs d'installations, s'ils sont connus, exposeront les modalités de démarrage des installations, et proposeront une planification des CLS de mise en service des installations – cas n° 1 ci-dessus, planification qui sera portée au compte-rendu de la CLS.

Cas n° 5 : CLS d'options de sécurité

Une CLS d'options de sécurité est demandée par le chef de projet, ou le chef d'installation, en amont des projets : la réunion de la CLS a pour but d'assurer que les principes de sécurité entourant le projet sont définis au préalable.

Une CLS d'options de sécurité est demandée dans les cas où le projet concerne notamment :

- une modification notable d'aménagements existants (ex. : création / extension d'un ensemble de laboratoires, construction d'un local, etc.),
- des risques supplémentaires importants et nouveaux par rapport aux activités habituelles de l'unité concernée,
- une saisie des autorités en vue d'une déclaration, demande d'autorisation, de dérogation, etc.,
- un projet de nouvelle construction (ou déconstruction).

	CIRCULAIRE SECURITE N° 10	IND J	9/12
		Date d'application Décembre 2018	

Un « dossier préliminaire d'option de sécurité » est établi et transmis à la CLS. Il présente :

- les risques principaux liés au projet, et à son environnement (effets dominos, etc...)
- les conséquences potentielles de la réalisation des risques,
- les principes de sécurité envisagés et moyens de prévention, techniques et organisationnels.
- les principes constructifs lorsqu'il s'agit de nouveaux locaux ou bâtiments, notamment le compartimentage, la distribution et le stockage de fluides spéciaux et gaz, le traitement de l'air et des rejets, la téléalarme, les itinéraires d'évacuation, le désenfumage ...
- les futures installations qui seront accueillies.

Cette CLS se réunit avant tout engagement de la part du demandeur, notamment avant toute consultation d'entreprises pour la réalisation de travaux

7.2.2 - Transmission des documents préalablement à la CLS

Le dossier de sécurité, le dossier préliminaire d'option de sécurité, ou tout autre document, est transmis au secrétariat de la CLS, (Secrétariat de la Cellule ISE), au moins 3 semaines avant la date de la réunion de la CLS.

Ce délai peut éventuellement être raccourci en fonction de la nature du dossier et de l'urgence.

Modalités de transmission :

Toutes les présentations accompagnant tous les cas de CLS sont transmises sous format numérique

Dossiers de Sécurité :

Pour les CLS de mise en service d'installations (ou modification), les dossiers de sécurité / EvRP relatifs à cette installation ou expérimentation, sont transmis en 2 exemplaires papier accompagnés de l'EQ/CS10-1, en mentionnant « saisie de la CLS ». Ils sont aussi transmis sous format numérique.

NB : Le dossier de sécurité / EvRP peut être transmis sous forme de document non finalisé, en attente de passage en CLS. Le dossier sera finalisé à l'issue de la CLS, à réception de l'autorisation de mise en service, de manière à prendre en compte immédiatement les remarques ou prescriptions. L'envoi du dossier se fait selon les modalités habituelles, accompagné par l'EQ/CS10-1.

Autres cas :

Les documents sont transmis sous format numérique, et sous forme papier si cela est plus pratique ou lisible (plans de grande dimensions par exemple).

7.2.3 - Mise à jour du dossier de sécurité / EvRP


Le Chef d'Installation doit accompagner chaque mise à jour de dossier de sécurité du formulaire EQ/CS10-1.

Ce document permet de préciser l'objet de la mise à jour et la nécessité de relancer une CLS. Ce document d'accompagnement est visé par le Chef d'Installation et est transmis, avec le dossier mis à jour, au secrétariat de l'ISE.

7.3 - CONCLUSIONS DE LA CLS

Après consultation, la CLS formule auprès du Directeur de Centre un avis sur les dispositions de sécurité prises ou à envisager, incluant éventuellement des recommandations. Le Directeur peut retenir ces recommandations comme prescriptions (modalités obligatoires à respecter).

Les conclusions de la CLS, plénière ou restreinte, sont formalisées par :

	CIRCULAIRE SECURITE N° 10	IND J	10/12
		Date d'application Décembre 2018	

- Un compte-rendu de réunion, établi et transmis par la Cellule ISE :
 - ⇒ à l'ensemble des participants et personnes invitées à la CLS,
 - ⇒ aux chefs d'installations concernés, chef de Projet, RMOA.
 - ⇒ au président de la CLS.

Ce compte-rendu comporte les conclusions de la CLS assorties des propositions de prescriptions techniques ou organisationnelles, des réserves et recommandations issues de la réunion de la CLS, conditionnant ou non la poursuite du projet ou la mise en service de l'installation.

- Une autorisation du Président de la CLS : à la suite des conclusions de la CLS, le Directeur de Centre, Président de la CLS, notifie au Chef d'Installation concerné, avec en copie le Directeur des opérations de l'institut concerné et le Chef de Département, l'autorisation de mise en service, assortie des prescriptions, réserves et recommandations retenues. Dans le cas de chantiers Bâtiment et Génie Civil, l'autorisation est adressée au RMOA, avec en copie, le pilote stratégique du projet et, le cas échéant, le chef des SIE.
- Une réponse aux prescriptions de la CLS est attendue dans un délai d'un mois à compter de la réception de l'autorisation. Cette réponse est envoyée à l'ISE par le chef d'Installation avec en copie, le Chef de Département. Dans le cas d'un chantier Bâtiment et Génie Civil, la réponse est envoyée par le RMOA, avec en copie, le pilote stratégique du projet et le cas échéant, le chef des SIE.

8 - **CONTROLES**

8.1 - **CONTROLE DE 1^{er} NIVEAU**

Le Chef d'Installation est responsable de la mise en application des prescriptions techniques transmises par le Directeur du Centre. Il peut effectuer le contrôle de la bonne application, par exemple au travers d'un « plan qualité », et doit pouvoir argumenter la non prise en compte des prescriptions et/ou recommandations effectuées par la CLS. L'application des prescriptions fait par ailleurs l'objet des contrôles de deuxième niveau décrits ci-après.

8.2 - **CONTROLE DE 2^{ème} NIVEAU**


L'ISE est chargé par le Directeur du Centre de suivre l'application, par les unités, des prescriptions techniques et/ou des recommandations formulées par la CLS.

Un contrôle est donc réalisé par l'ISE dans le cadre de la Commission Locale de Visites de Sécurité CLVS (cf. circulaire sécurité du CEA/GRE n° 44) :

- sur la qualité des réponses apportées par le Chef d'Installation ou de Projet, ou le RMOA, aux prescriptions de la CLS,
- si nécessaire, environ trois mois après la date de l'autorisation formulée par le Directeur du Centre,
- à la suite d'une modification de la manipulation, du dispositif ou de l'installation,
- par sondage sur l'ensemble des installations en fonctionnement,
- autant de fois que nécessaire, dans le cas de projet ou de chantier à long terme, afin de s'assurer notamment de la pertinence des prescriptions initiales.

L'ISE rend compte du suivi effectué au Directeur de Centre, Président de la CLS.

Au vu du résultat de ces contrôles, et si, par exemple, de nombreux écarts sont constatés, une nouvelle CLS peut être déclenchée à l'initiative du Président de la commission.

	CIRCULAIRE SECURITE N° 10	IND J	11/12
		Date d'application Décembre 2018	

9 - **PATHOLOGIES PROFESSIONNELLES**

Dans le cadre de l'article L 461-4 du code de la Sécurité Sociale, le Directeur du Centre tient informé périodiquement l'Inspecteur du Travail et la Caisse Primaire d'Assurance Maladie des procédés de travail susceptibles d'induire des pathologies professionnelles relevant des tableaux du registre général des maladies professionnelles.

Le médecin du travail est chargé, à la suite de la CLS, le cas échéant, de communiquer à l'ISE les noms des produits utilisés et les pathologies associées.

10 - **BILAN DE FONCTIONNEMENT DE LA CLS**

L'Ingénieur de Sécurité d'Etablissement réalise un bilan annuel du fonctionnement de la CLS qu'il présente au Directeur du Centre.

11 - **STOCKAGE ET ARCHIVAGE**

La CISE assure un stockage sous forme papier des dossiers de CLS « en fonctionnement », comportant notamment :

- le dossier de sécurité, en version papier, signé par le chef d'installation,
- les documents présentés en CLS,
- les différentes mises à jour,
- le choix de procédure du Président,
- le compte rendu de la commission,
- l'autorisation du Directeur,
- le(s) contrôle(s) effectué(s), rapports de CLVS.


La CISE assure l'archivage sous forme papier, sans limitation de durée, des dossiers de CLS « cloturés ». Les dossiers cloturés correspondent à des installations ou bâtiments démantelés, ou projets menés à terme, qui ont fait l'objet d'une demande d'archivage de la part de l'installation concernée (utilisation du formulaire EQ/CS10-1).

Elle conserve également les dossiers de sécurité que le Directeur n'a pas jugé nécessaire de présenter à la CLS.

L'accès aux dossiers stockés ou archivés est contrôlé par la CISE (local fermé, accès réservé à la CISE).

12 - **GLOSSAIRE**

AG	: Administrateur Général du CEA
ASN	: Autorité de Sureté Nucléaire
CLS	: Commission Locale de Sécurité
DREAL	: Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement, et du Logement
FLS	: Formation Locale de Sécurité
ICPE	: Installation Classée pour la Protection de l'Environnement
INB	: Installation Nucléaire de Base
ISE	: Ingénieur de Sécurité d'Etablissement
NIG	: Note d'Instruction Générale

	CIRCULAIRE SECURITE N° 10	IND J	12/12
		Date d'application Décembre 2018	

RMOA : Représentant du Maître d'Ouvrage
 SMR : Services de Maîtrise des Risques
 SST : Service de Santé au Travail
 GCR : Groupe Compétent en Radioprotection
 SIE : Services d'Ingénierie et d'Exploitation

13- HISTORIQUE DES VERSIONS

J	Novembre 2018	Refonte portant sur les modalités d'organisation de la CLS et sur les documents nécessaires dans les différents cas. Suppression de la notion « CS Cellule Sureté », désactivée au CEA Grenoble. Précisions diverses.
I	Juin 2007	Réorganisation du CEA Grenoble - Insertion risque nano Formulaire d'information EQ/CS10-1 - Réunions SMR
H	Juin 2002	Réorganisation du CEA Grenoble
G	Mai 2000	Insertion des modalités vis-à-vis des transports internes
F	Novembre 1998	Insertion des modalités de la DCS n° 25 et de la NIG n° 424
E	Janvier 1998	Refonte du document
D	Septembre 1996	Modifications
C	Octobre 1995	Modifications
B	Août 1995	Modifications
A	Décembre 1994	Mise à jour
O	Décembre 1991	Version originale
Indice	Date d'application	Objet de la modification (en une ligne)